

Burundi : après 15 ans, quel bilan de Nkurunziza sur les droits de l'Homme ?

Deutsche Welle, 19.05.2020 La tension politique ne s'est jamais apaisée depuis 2015. La répression de manifestations et la réélection de Pierre Nkurunziza ont débouché sur une intensification des violences et des violations des droits humains.

En 2005, Pierre Nkurunziza est élu président du Burundi puis réélu cinq ans après. Alors que la loi ne le lui permet pas le 25 avril 2015, il annonce son intention de se présenter pour un troisième mandat consécutif. C'est là le début d'un climat de tension et d'un climat de crise marquée par des manifestations souvent réprimées. La vague de violences qui s'en suit fait 1.700 morts. Depuis, des centaines de milliers de Burundais ont fui le pays et, depuis le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en février 2020, plus de 335.000 Burundais ont trouvé refuge dans les pays voisins. Certains comme l'homme politique Pancrass Cimpaye ont trouvé refuge en Europe. Ancien porte-parole de la plateforme de l'opposition en exil, le Cnared, il porte un regard critique sur les trois mandats de Pierre Nkurunziza. "Tout ce qu'il a pu pendant son règne, c'est créer une crise profonde. Elle enseigne que nous avons plus de 5% de la population burundaise qui est exilée. Nous avons plusieurs dizaines de Burundais qui sont des prisonniers politiques, une presse privée qui est presque inexistante, plus de cent journalistes qui sont en exil". Entre septembre 2017 et avril 2020, environ 80.000 réfugiés sont tout de même rentrés au Burundi dans le cadre d'un programme de rapatriement volontaire soutenu par le HCR. Lewis Mudge, qui dirige le bureau de Human Rights Watch pour l'Afrique centrale, reconnaît qu'il y a des points positifs à relever durant la gouvernance Nkurunziza mais depuis 2015, la situation s'est dégradée. "Il y a des choses positives, particulièrement en termes de santé des femmes qui viennent d'avoir un bébé droit à l'éducation, certaines choses positives en terme de développement économique mais les faits sont têtus", confirme Lewis Mudge. Mais le chef du bureau de Human Rights Watch pour l'Afrique centrale admet que "depuis 2015, les indicateurs sur le Burundi sont en train d'aller dans une mauvaise direction en termes de politique, en termes d'espace pour les médias pour la société civile, en termes d'indépendance de la justice. On a vu que tous les aspects sont politisés, le gouvernement est en train d'instrumentaliser la police et les autorités locales pour faire le travail du pouvoir". Outre la situation précaire des droits de l'homme, l'isolement du régime depuis la réélection contestée de 2015 a accentué la pauvreté, le chômage, la dépréciation du franc burundais, mais aussi la pénurie des produits importés.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});